



CFTC



CGT



CGC



FO



FSU



FGRFP



LSR

Les organisations syndicales et associations de retraités de Côte d'Or – CGT, CFTC, CFE-CGC, FGR-FP, FO, FSU et LSR appellent à amplifier la mobilisation commencée le 3 juin 2014.

Elles appellent à se rassembler et manifester le jeudi 30 mars à 10H30 devant la Préfecture à DIJON

Nos actions régulières de ces dernières années ont permis de petites améliorations : les personnes non imposées en 2015 n'ont pas payé d'impôts en 2016 et 2017, les seuils de déclenchement de la CSG ont été relevés...

Mais les retraité-e-s ont toujours de bonnes raisons de se mobiliser, d'exiger une revalorisation de leurs pensions, le retour au calcul sur les salaires, etc. ...Les raisons du mécontentement demeurent et s'amplifient même. De réforme en réforme, le pouvoir d'achat des retraité-e-s ne cesse de se dégrader.

Sur les vingt dernières années, on peut estimer à une perte d'environ 20% du pouvoir d'achat, régime général, complémentaire et spéciaux, pour de nombreux retraité-e-s. Cela justifie pleinement notre revendication pour l'indexation des pensions sur les salaires afin de revenir à la situation d'avant 1987.

Mais aussi les retraité-e-s sont victimes de mesures comme l'instauration de la taxe de 0,3 % de Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (CASA), la perte de la demi-part accordée aux veuves et veufs ayant élevé un enfant, la fiscalisation de la majoration de 10 % de la pension pour les personnes ayant élevé au moins 3 enfants...

De même, le poids de la fiscalité sous toutes ses formes de la TVA aux impôts locaux et fonciers ainsi que les charges contraintes impactent fortement les moyens restants pour vivre dignement. Pour trop de retraités le logement constitue une dépense de plus en plus importante que l'on soit propriétaire ou locataire. Avec la loi de financement 2016 c'est l'ensemble du patrimoine qui sera pris en compte pour les bénéficiaires de l'APL.

Nous voulons voir notre place reconnue dans la société, avoir les ressources pour vivre décemment, pouvoir nous soigner, nous loger et lutter efficacement contre l'isolement social par une politique de transport, de culture, de services publics de proximité. Notre système de santé n'est même plus capable de répondre à une banale épidémie de grippe dont les retraité-e-s ont été les principales victimes. Ces événements marquent surtout les limites d'une politique de casse de la Sécurité sociale qu'il faut combattre.

Les pensions de retraite ne sont pas une allocation de solidarité, une aumône. La pension est le résultat des cotisations payées tout au long de la vie professionnelle et sur les richesses créées pendant ce temps. Nous ne sommes pas tous égaux face à la crise. Les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Nous assistons à un appauvrissement programmé des retraité-e-s. Parmi les plus touchées, on trouve principalement les femmes pour qui les pensions sont globalement inférieures de 40 % à celles des hommes.

NECESSITE DE POURSUIVRE LA LUTTE...

A Dijon le 7 mars 2017